

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Sommaire

p.3, 4, 5, 6: notre analyse du PCF
(extraits du rapport politique adopté
au 3e congrès du PCMLF)

p.7: du plan Barre 2 au plan Barre 3:
ce qui change

p.8: comité central du PCF:
«Tout va bien, mais ...»

1er MAI 1978

UNION, ACTION, REVOLUTION !



Gonflé de sa victoire électorale, le gouvernement Giscard-Barre poursuit sans vergogne son offensive antiouvrière et antipopulaire. La cascade d'augmentation des prix annoncée ces jours-ci va peser lourdement sur le pouvoir d'achat des travailleurs pendant que le patronat donne un coup d'accélérateur à la restructuration des entreprises, ce qui signifie encore plus de licenciements et de chômage.

Ce n'est pas la dérisoire hausse du SMIC annoncée pour le 1er Mai — il passerait de 1 750 F à 1 800 F — qui améliorera le sort des travailleurs.

Sentant la colère qui menace, le gouvernement tente de la désarmer. Barre vient d'écrire aux organisations syndicales pour annoncer le début des négociations, autour d'un tapis vert, qui leur sont si chères à tous. Dans sa lettre, il évoque la question des bas salaires, de l'emploi, des conditions de travail et de la politique industrielle en termes de promesses vagues et floues, afin, dit-il, de ne pas « figer à l'avance par un excès de détails l'ensemble des procédures et des thèmes de négociations ». Voilà qui annonce des palabres interminables dont le gouvernement espère bien profiter pour faire passer en douceur son plan antipopulaire.

Il sait pouvoir compter sur la participation des directions syndicales dans cette entreprise. L'ouverture de « négociations », en dehors de tout rapport de force, n'est-ce pas la même ce que Maire et Séguy sont allés quémander à l'Élysée au lendemain des élections législatives qui ont consacré la faillite de l'Union de la gauche, et notamment celle de la voie obstinée suivie depuis vingt ans par le PCF ?

Mais, en dépit des désillusions et des écœurements, ce 1er Mai 1978 ne sera pas pour autant, placé sous le signe de la démobilité de la classe ouvrière. Plusieurs signes en témoignent : c'est l'occupation immédiate de leur entreprise par les ouvriers de l'usine Terrin, à l'annonce des menaces qui pèsent sur leur emploi, la grève d'avertissement des mineurs de fer de Lorraine, la grève de tous les dockers des ports français qui sera effective ce 1er Mai, comme celle des employés des douanes des aéroports, celle des postiers, des travailleurs de la RATP qui sont dans l'air. Toutes ces luttes qui s'amorcent, ou comme celle des travailleurs des foyers Sonacotra

qui dure depuis trois ans, sont le signe du développement des luttes de classe à venir, de l'unité de combat de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, de leurs aspirations accrues à en finir avec ce système pourri.

C'est cet espoir et cette volonté qui s'exprimeront à la manifestation du 1er Mai à Paris, organisée à l'appel du PCR ml et du PCMLF ; c'est aussi la solidarité révolutionnaire qui unit le prolétariat et le peuple de France aux prolétariats et aux peuples du monde entier, qui placeront ce 1er Mai 1978 sous le signe des luttes et de l'unité révolutionnaires.

• Marseille

Occupation des ateliers Terrin

Près d'un millier d'ouvriers du groupe industriel marseillais « Terrin », occupent depuis jeudi en fin d'après-midi les locaux de la principale usine du groupe, la société provençale des ateliers Terrin (Spat) (constructions et réparations navales).

Tous les locaux de cette usine, situés à Mourepiane sur le littoral nord de Marseille, ont été envahis à 18 h 30 à la suite d'une assemblée générale qui faisait suite à une manifestation en veille. La tension est brusquement montée lorsque les délégués syndicaux et les délégués du personnel, à l'issue d'une réunion avec la direction, sont venus annoncer que la totalité des salaires d'avril ne pourrait pas être payée à la fin du mois.

Devant la volonté des ouvriers présents d'occuper immédiatement la plupart des usines du groupe, les délégués

syndicaux ont décidé une simple occupation de « principe » à durée indéterminée. La décision d'une occupation totale devrait être prise en assemblée générale à l'issue d'un vote vendredi matin. Defferre, maire PS de Marseille, a une fois de plus plaidé pour la collaboration de classe et la résignation face à l'offensive patronale en déclarant à l'AFP : « La réduction du nombre d'ouvriers et d'employés qui travaillent chez Terrin permettrait d'arriver à une diminution du prix de revient, qui rendrait l'entreprise concurrentielle sur le plan international, mais dans des conditions sociales telles que cela serait accepté. »

L'occupation de l'usine par les travailleurs est une claire réponse à ce plaidoyer en faveur des licenciements et de l'intérêt des patrons.

Le combat solidaire des peuples du monde

Traditionnellement, la journée du 1er mai marque la solidarité de combat qui unit les prolétariats et les peuples révolutionnaires du monde.

Aujourd'hui, partout les peuples, et ceux du tiers monde en particulier, se dressent pour la lutte. Ils s'opposent de plus en plus vigoureusement aux prétentions des deux superpuissances, l'URSS et les USA, à la domination du monde entier. Leurs intrigues, leurs manœuvres, pressions, chantages, agressions, rencontrent une vigilance croissante de la part des pays qu'elles entendent dominer et piller, des peuples qu'elles entendent exploiter et museler.

En Europe, les classes ouvrières développent leurs luttes contre l'offensive réactionnaire des monopoles qui entendent leur faire payer durement la crise du système capitaliste. En même temps, les préparatifs de guerre des superpuissances, et notamment de l'URSS qui accumule à nos frontières un arsenal toujours plus menaçant, rencontrent une vigilance croissante. La mascarade de la conférence de Belgrade sur la sécurité européenne, n'a éveillé que scepticisme, inquiétude et méfiance.

L'Union soviétique est désormais perçue de mieux en mieux pour ce qu'elle est réellement : un ennemi particulièrement féroce de l'indépendance, de la liberté, des aspirations révolutionnaires des peuples. Dans l'âpre rivalité qui l'oppose à son rival américain, elle a enfoncé ses griffes profondément sur le continent africain déjà si douloureusement pillé et ensanglanté par le colonialisme et l'impérialisme, au cours de son histoire. Mais plus elle avance, plus elle se démasque et essuie des échecs. Hier au Zaïre et en Somalie, aujourd'hui en Érythrée, demain en Éthiopie, où elle se considère en terrain conquis, les peuples qu'elle divise et dresse les uns contre les autres, retourneront leurs fusils contre ses agressions.

Déjà, les oripeaux dans lesquels elle se drape au nom d'« amie » des peuples et d'« internationalisme prolétarien » ne font plus guère illusion.

En Afrique australe, les régimes racistes vivent leurs derniers moments. La lutte armée des patriotes africains de Namibie, d'Azanie et du Zimbabwe les accule dans leurs derniers retranchements. Très bientôt, les combattants de la liberté seront enfin maîtres de leur pays, débarrassés du colonialisme.

Sur le continent latino-américain, l'impérialisme US, autrefois gendarme tout-puissant est désormais en recul. En Bolivie, en Équateur, en Argentine, à Panama, les ouvriers, les paysans et les autres couches du peuple se soulèvent contre sa domination et celle des dictateurs dévoués à ses intérêts.

Au Proche-Orient, la rivalité des deux super-grands entretient un foyer de tensions permanent. Mais là aussi, ils essuient des échecs. L'agresseur sioniste se retrouve de plus en plus isolé sur la scène internationale et sa politique colonialiste et expansionniste se trouve de plus en plus contestée en Israël même.

La Résistance palestinienne, représentée par son seul porte-parole légitime l'OLP, tient fermement ses fusils en main, tournés contre l'agresseur et l'occupant sioniste, dans l'unité avec le peuple libanais et les autres peuples arabes.

En Asie, les luttes armées populaires de Malaisie, Thaïlande, Philippines, Birmanie, Timor-Est, dirigées par leur avant-garde révolutionnaire, remportent de brillants succès.

Au cœur même des deux superpuissances, la lutte des prolétariats et des peuples progressent. La longue et dure lutte des mineurs américains a vu grandir l'exigence du prolétariat US de développer un syndicat de classe contre les trusts et leurs laquais dans les syndicats. En URSS, et dans les pays de l'Est, la classe ouvrière a fait entendre sa voix pour dénoncer la dictature social-fasciste des dirigeants du Kremlin, s'organiser indépendamment dans la lutte pour ses intérêts de classe, aux côtés des peuples qu'elle opprime.

La Grande Chine socialiste va de l'avant pour devenir un pays socialiste moderne et puissant, au service de la révolution mondiale.

Le Kampuchea (Cambodge) indépendant, remporte déjà des succès impressionnants dans l'édification d'une société entièrement nouvelle.

Tous ces faits confirment la justesse de l'orientation de la révolution prolétarienne mondiale tracée par le Président Mao Tsé-toung dans la théorie des trois mondes et donne aux peuples du monde espoir et confiance.

• USA

Les bureaucrates syndicaux conspués par les grévistes.



Les mineurs américains veulent un syndicat de lutte de classe

Pendant trois mois, les 170 000 mineurs américains du charbon ont mené la plus longue grève de leur histoire contre les trusts du charbon, le gouvernement américain et les bureaucrates syndicaux.

Au moment même où la grève commençait à peser lourdement sur l'économie américaine, le patron du syndicat des mineurs unis (UMW) capitulait devant les pressions de Carter et des patrons du charbon.

À deux reprises, les con-

trats pourris négociés entre eux étaient rejetés par la masse des mineurs qui répliquaient : « Pas de contrat, pas de charbon » !

Le 6 mars, avec la bénédiction des bonzes syndicaux, Carter faisait intervenir la loi Taft-Hartley, tant détestée, pour obliger les mineurs à reprendre le travail, à la pointe des fusils de l'armée et de la Garde nationale. Mais pas un gramme de charbon n'est sorti des mines. Bien que Arthur Miller, le président de l'UMW ait lancé une

campagne de publicité de 40 000 dollars à la télévision pour vendre son projet d'accord aux mineurs, ceux-ci n'ont pas transigé sur leurs revendications essentielles : la reconnaissance du droit de grève et le droit à la santé.

Ce sont ces droits fondamentaux que les bureaucrates acceptaient de jeter par-dessus bord et pour lesquels les mineurs ont vu assassiner deux des leurs par les milices patronales.

Cette grève exemplaire, qui vient après 5 500 autres

grèves illégales des mineurs américains au cours de ces trois dernières années, a vu grandir l'exigence d'un syndicalisme de classe.

En Virginie, plus de 15 000 syndiqués ont signé une pétition exigeant la démission de Miller, la lutte des mineurs pour reprendre le contrôle de leur syndicat et le transformer en syndicat de lutte de classe a grandi en même temps que l'unité du prolétariat américain qui a été tout entier solidaire de cette grève.

• URSS

La riposte ouvrière s'organise

Ecrasée sous le poids d'une dictature terroriste particulièrement féroce, la classe ouvrière soviétique n'a pas cessé de se battre contre ses exploiters, les nouveaux bourgeois du Kremlin.

L'énorme arsenal de guerre accumulé par l'URSS se fait au prix d'une exploitation renforcée des travailleurs dont les luttes sont très durement réprimées, dont les conditions matérielles d'existence (alimentation, déplacements, etc) se détériorent chaque jour. Mais, en URSS aussi, les choses changent. Les explosions de révolte commencent à susciter un début d'organisation des travailleurs pour un combat de longue durée.

La révélation récente de l'existence et du développement du « Syndicat libre des travailleurs de l'URSS » en porte témoignage. Son histoire reflète à la fois la condition que la nouvelle bourgeoisie soviétique réserve aux travailleurs et le développement de leurs luttes futures.

Les travailleurs qui le composent se sont rencontrés par hasard. Licenciés de leurs entreprises, chômeurs, ils étaient venus pour protester contre la situation qui leur était arbitrairement imposée dans les bureaux de doléances du So-viet suprême ou du Comité central du PCUS. En vain.

Leurs plaintes étaient systématiquement repoussées sans examen, menaces et répression s'abattaient sur eux.

L'histoire de leur principal porte-parole, Vladimir Klebanov, est, à cet égard, exemplaire. Pendant seize ans, il a travaillé comme contremaître dans une mine de charbon de Bazhanova (Ukraine). Il a été licencié en 1968 pour avoir refusé de faire des heures supplémentaires et des travaux quand les normes de sécurité n'étaient pas respectées. Il était également vu d'un très mauvais œil par la direction de la mine et les autorités locales pour avoir dénoncé publiquement le taux élevé des accidents survenant dans la mine.

Il n'accepta pas son licenciement et mena campagne pour être réintégré ce qui lui valut d'être arrêté et interné dans un hôpital psychiatrique de haute sécurité de 1968 à 1973.

Après sa libération, il demeure chômeur, son livret de travail, obligatoirement présenté pour avoir un emploi, portant la mention : « Licencié à la suite d'une arrestation ».

En 1977, ils se retrouvent trente-huit, avec une histoire plus ou moins semblable, tous chômeurs et sortant d'asiles psychiatriques, après des séjours plus ou moins longs. Dès 1975, les premiers membres du groupe avaient commencé à

s'organiser pour la lutte : en 1977, dix d'entre eux étaient arrêtés. Quatre autres étaient internés début 1978, puis sept autres « disparaissaient » sans qu'on puisse savoir ce qu'ils sont devenus.

Mais leur travail patient et clandestin se poursuit quand même et leur nombre ne cesse de grossir. Ils se retrouvent 200 en février dernier, date à laquelle ils ont fait parvenir à des correspondants de presse occidentaux à Moscou les statuts de leur « syndicat libre » et un texte dénonçant, faits à l'appui, les mensonges, la corruption, la bureaucratie, la répression qui sévissent dans les « syndicats officiels » contrôlés par le PCUS et les maîtres du Kremlin. (voir HR bimensuel No 28). Les documents

qu'ils éditent mentionnent des dizaines de cas d'inter-nements psychiatriques de travailleurs « coupables d'avoir protesté contre leurs conditions de travailleurs ou les abus de la direction de leur entreprise ».

La répression ne cesse de s'abattre sur eux : Klebanov était à nouveau arrêté le lendemain de la « conférence de presse » à Moscou et demeure toujours détenu. Mais les signatures, pourtant continuent d'affluer au « syndicat libre » malgré les risques terribles qu'elles comportent pour leurs auteurs.

Le « syndicat libre » trace le début d'une riposte organisée de la classe ouvrière soviétique qui ne peut que gagner en puissance et faire sa jonction avec le mouvement des peuples des nationalités opprimées en URSS.



Vladimir Klebanov avec deux autres membres du « Syndicat libre ».

NOTRE ANALYSE DU PARTI «COMMUNISTE» FRANÇAIS

L'échec d'une stratégie

Dans une certaine mesure, le fait que le PCF soit traversé par divers courants (des ultras pro-soviétiques aux social-démocrates type Elenstein, en passant par la ligne officielle de Marchais jusqu'à ceux qui veulent un réel parti communiste), ce n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est le vent de contestation qui s'est mis à souffler au lendemain de l'échec du 19 mars.

Ce sont plus de vingt ans de stratégie électoraliste avec la prétendue possibilité d'un passage pacifique au socialisme en plusieurs étapes, qui viennent de subir un échec retentissant.

La déception ressentie par des centaines de milliers de travailleurs (membres ou simplement électeurs du PCF) n'est pas restée une simple résignation mais s'est vite transformée en interrogation, contestation, jusqu'à la remise en cause complète de la ligne politique et de la stratégie pour un certain nombre d'entre eux. Le fait même que les dirigeants du PCF nient obstinément cette réalité n'a pu que révolter encore plus les militants sincères qui recherchent, même confusément, la vérité.

Les bouches ont commencé à s'ouvrir, mais comme il n'existe pas de réelle démocratie, mais un autoritarisme bureaucratique de la direction, ce sont surtout les intellectuels qui ont porté les problèmes sur la place publique, notamment en écrivant des articles dans la grande presse, points de vue qui ne sont nullement le seul fait d'intellectuels, mais sont tout autant présents dans la classe ouvrière et chez les autres travailleurs.

Si la « discussion » a lieu dans les cellules, le problème

me n'est en fait pas là, il est que la direction, et son organe central l'« Humanité », se bouchent les oreilles, dans un premier temps, et répètent comme des perroquets : « C'est la faute au PS », niant toute responsabilité de leur part. Pourquoi l'alliance avec le PS ? Pourquoi la mascarade du 13 mars ?... A tout cela, que des faux-fuyants en guise de réponses.

La « mauvaise application de la ligne du 22e congrès » a pris le relais. C'est sur ce terrain, de l'application ou non du 22e congrès, que la direction essaie de canaliser la contestation et l'amener dans une impasse pour mieux l'étouffer. A quoi cela serait-il de discuter à la base si « en haut », il n'en est nullement tenu compte ?

Où en est-on aujourd'hui ?

La direction elle-même est divisée (la mise au pilon de la brochure « Vivre » en est une manifestation). La presse du PCF connaît une crise (c'est le plus grand groupe de presse en France par le nombre de publications, bien avant Hésant ou Boussac) : disparition du quotidien de la région Rhône-Alpes, « Le point du jour », de « Paris-Hebdo », organe de la Fédération parisienne, licenciements à « La Marseillaise », contestation au sein de la rédaction de « La Nouvelle critique » et de « France Nouvelle ».

Par ailleurs, le PCF a perdu de son influence (électorale tout au moins) au sein de la classe ouvrière.

Les dirigeants du PCF en changeant leurs positions à 180 degrés auraient bien voulu récupérer les écologistes et les groupes femmes, il n'en a rien été.

René Andrieu, dans un éditorial de l'Humanité (du 27 avril), pousse l'absurdité jusqu'à tout nier !

C'est pourquoi, camarades ouvriers du PCF, nous nous adressons à vous pour discuter fraternellement de toutes ces questions. Avec bon nombre d'entre vous, des discussions avaient déjà eu lieu dans les ateliers, cela s'est intensifié pendant la période des élections et doit aujourd'hui se systématiser.

Entre ouvriers nos intérêts de classe sont communs, nous sommes au coude à coude dans la lutte contre l'exploitation quotidienne. Pour sortir de l'impasse des partis de gauche (PS et radicaux de gauche ont d'ailleurs bien des problèmes à l'heure actuelle), il faut une autre stratégie. C'est sur le terrain de la lutte de classe que nous nous plaçons et non sur celui de la concertation (comme Marchais, Ségué et autres Mitterrand-Maire). Il n'y a pas de concertation possible avec un gouvernement d'exploiteurs, il y a la lutte à mort entre deux classes.

Pour la classe ouvrière, mais aussi pour la petite paysannerie et les autres couches laborieuses qui sont les alliés de la classe ouvrière, la seule voie à suivre, c'est la lutte CLASSE CONTRE CLASSE (classe ouvrière contre classe bourgeoise), dans tous les domaines. C'est seulement dans ce combat que peut se renforcer le camp du prolétariat, que la classe ouvrière pourra retrouver son unité, que peut se préparer l'affrontement final pour l'instauration d'une société socialiste. Une société où le prolétariat (seule classe révolutionnaire jusqu'au bout) sera la classe dirigeante et autour duquel les autres couches populaires s'uniront.

Mais la lutte, aussi résolue soit-elle, ne suffit pas, elle n'est pas un but en soi. Ce qui est décisif, c'est la ligne politique. Or, celle des dirigeants du PCF, depuis plus de vingt ans va d'échec en échec. De quel parti a besoin la classe ouvrière ? Un parti authentiquement communiste, qui rejette sous tous ses aspects ce qui est depuis vingt-deux ans le centre mondial du révisionnisme : le parti social-fasciste au pouvoir en URSS au social-démocrate tel celui de Carrillo. Ce doit être un parti de combat, ayant pour base sociale dominante la classe ouvrière, et qui surtout parte de ses intérêts de classe fondamentaux, un parti étroitement lié aux luttes ouvrières et populaires, un parti qui se serve des principes marxistes-léninistes et de la Pensée-maotsetoung, non comme d'un dogme, mais comme un guide pour l'action.

Si le PCF a été longtemps ce parti, non seulement il ne l'est plus aujourd'hui, mais ne pourra plus jamais le redevenir ayant définitivement abandonné la voie de la révolution.

Camarades du PCF, c'est ce parti que nous avons commencé à construire depuis une quinzaine d'années et que nous vous appelons à édifier, alors qu'est engagé depuis près de trois ans, un processus d'unification avec les autres forces se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung.

Nous publions ici, presque intégralement, issu du rapport politique, adopté lors du 3e congrès du PCMLF, le passage concernant l'analyse du PCF. Nous vous le proposons comme base de discussion et nous serons très attentifs à vos remarques et critiques.



« C'est à vous que nous nous adressons » (Vue d'une fête de l'Humanité).

Extraits du rapport politique adopté au 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France

(Les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité rouge).

Le parti que dirige aujourd'hui Georges Marchais n'a plus rien de commun avec le parti qui s'édifia à travers mille difficultés avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, qui participa à la résistance armée contre l'occupation nazie, et même qui conduisit les grandes luttes de classe dans la période de mai 1945 à novembre 1952. Nous allons examiner successivement sa transformation sociale et idéologique, ses reniements théoriques, sa ligne et sa stratégie politiques, son projet étatique, sa place dans le Mouvement révisionniste international.

Moins d'ouvriers

La mutation rapide du contenu social du Parti « communiste » français s'est effectuée en une dizaine d'années. Elle se caractérise par une baisse sensible du pourcentage des ouvriers présents dans ses rangs et par une augmentation des représentants des classes moyennes. Dans un ouvrage publié fin 1976, l'historien révisionniste Ellenstein triture les chiffres pour essayer de dissimuler cette réalité, mais il est cependant contraint à quelques aveux. Considérant par exemple la situation de son Parti à Paris, il est obligé de reconnaître la validité des indications fournies par une étude de la « Revue française de science politique », qui relève que le contenu social du PCF comporte 16 % de professions libérales et cadres supérieurs, 25 % de cadres moyens, 21 % d'employés et seulement 16 % d'ouvriers. Ellenstein écrit alors : « Si nous comparons ces chiffres avec l'enquête de 1966, nous

observons que le nombre d'ouvriers paraît en diminution sensible... », et il ajoute, pour éviter une conclusion trop grave : « ... ce qui n'est pas forcément exact ». Or, en 1966, les pourcentages des catégories sociales des membres du parti « communiste » français de Paris étaient les suivants : ouvriers 61,1 %, employés 18,57 %, ingénieurs et intellectuels 9 %.

L'auteur révisionniste, utilisant d'autres statistiques en France, réussit en fin de compte à faire la double démonstration qu'il désire : il établit que le PCF est encore un parti ayant une base ouvrière. Pour cela, il utilise la répartition sociale des délégués au 22e congrès de son parti. Cela donne : 32,2 % d'ouvriers et 3,5 % de retraités issus de la classe ouvrière, soit 35,7 % de délégués d'origine ouvrière. Il note au passage que « Parti d'ouvriers et de salariés, le PC est également un grand parti d'enseignants ». Il y en a, en effet, 16,3 % contre 4,85 % en 1966. Il revient ensuite sur le cas de Paris et établit que 49 % des délégués aux conférences de section n'appartenaient pas à un milieu social ouvrier. Il y a dans ces 49 %, 12 % d'ingénieurs et techniciens et 13 % de cadres administratifs supérieurs ou moyens et de professions libérales.

Voici donc une première constatation importante pour notre analyse.

Le Parti communiste français voit diminuer sensiblement sa base ouvrière et augmenter aussi

sensiblement, quoique, dans une proportion moins forte, son recrutement dans les classes moyennes. Toutefois, nous prendrions nos désirs pour des réalités si nous estimions qu'il n'est plus un parti conservant une influence importante dans la classe ouvrière. Il reste, en effet, la formation politique française qui compte encore dans ses rangs le plus grand nombre d'ouvriers. Dans une autre manipulation des chiffres, une étude publiée de manière plus officielle que celle d'Ellenstein, dans le numéro 1 des « Cahiers du communisme » de 1976, parvenait à prétendre qu'il y avait encore 60,9 % d'ouvriers dans le PCF en 1974. Mais ces chiffres-là étaient véritablement trop beaux pour correspondre à la réalité, et nous ne les avons pas retenus.

Une seconde constatation s'impose : les adhérents actuels du PCF lui ont accordé leur adhésion à raison de 61,29 % d'entre eux depuis 1968 et de 82,89 % depuis 1958, c'est-à-dire postérieurement au 20^e congrès révisionniste khrouchtchévien. Il faudrait encore connaître avec précision le pourcentage correspondant aux deux années 1956 et 1957, et l'on se rendrait compte qu'il n'y a sans doute pas beaucoup plus d'un adhérent sur dix dans le PCF actuellement qui ait adhéré et milité à l'époque où il n'avait pas encore définitivement dégénéré sous le signe de la baguette révisionniste moderne.

Le Parti « communiste » français a donc bien connu une profonde transformation de son contenu social, depuis vingt ans, et plus particulièrement depuis une dizaine d'années. Les hommes et les femmes qui ont adhéré pendant la guerre pour prendre, sous sa direction, les armes contre les nazis ne représentent plus qu'un infime pourcentage de ses militants, bien que leur génération les place dans une même tranche d'âge allant actuellement de 54 à 57 ans approximativement.

Une idéologie bourgeoise

Ce phénomène, qui n'a pu se produire sans qu'il soit délibéré et encouragé par les dirigeants en place, et notamment par le secrétaire à l'organisation qui ne fut autre pendant des années que Georges Marchais en personne, a pour conséquence bien évidente la transformation complète de l'idéologie caractéristique de la bourgeoisie. Ne nous étendons pas sur ce sujet qui pourrait fournir de quoi parler longuement : les majorettes, tambour-major en tête et uniformes chamarrés de style américain sont là pour nous avertir : le PCF est désormais placé dans la zone d'influence morale, culturelle et idéologique de la bourgeoisie. Ses fêtes, organisées avec l'apport d'une publicité commerciale gigantesque et la participation nullement gratuite des artistes les plus réactionnaires, voire fascistes comme Sardou, en sont aussi d'éclatants témoignages. Les propos sexistes et les paroles grossières de certains de ses militants attaquant sur le marché d'Ivry

nos camarades femmes en train de diffuser notre journal témoignent d'un mépris profond de la femme. Cette attitude n'a rien à voir avec l'idéologie de ceux qui veulent instaurer le socialisme et en définitive ne traduit rien d'autre qu'une mentalité individualiste et brutale, aussi bien vis-à-vis de tous les hommes que des femmes elles-mêmes. Dernier exemple de cette idéologie, la construction, et aujourd'hui l'utilisation faite par le PCF du palais de verre de la place du colonel Fabien, dont le luxe et l'architecture prouvent combien ces gens se croient déjà définitivement installés au pouvoir, ou proches de l'être, et ne sont donc pas des révolutionnaires.

Les révisions, abandons et reniements théoriques du marxisme-léninisme se sont effectués suivant un long processus qu'il faudra bien étudier de manière approfondie un jour, et le plus tôt sera le mieux. Les racines de ce processus existaient déjà avant 1939 et se révélaient dans l'esprit opportuniste de droite et parlementaire impulsé par Maurice Thorez. L'attitude du parti envers les peuples colonisés était aussi la marque d'une idéologie rompant avec le léninisme à la fois sur le plan théorique et dans la pratique.

Un processus déjà ancien

Pendant la guerre et l'occupation nazie, le parti dirigea des luttes héroïques et des dizaines de milliers de ses militants sont morts sous son drapeau. Mais si nous nous attachions à étudier la ligne suivie pendant toute cette période, nous découvririons que les dirigeants communistes ont délibérément placé toutes leurs forces à la remorque de la bourgeoisie. Ils n'ont pas contesté une seconde l'auto-institutionnalisation de la France libre et de son empire par De Gaulle à Brazzaville en octobre 1940. Ensuite, avant même le déclenchement de l'agression hitlérienne contre l'Union soviétique, en mai 1941, dans une résolution célèbre du Comité central clandestin du PCF, ils ont annoncé leur actif soutien à toutes personnalités et tous généraux de la bourgeoisie qui engageaient la lutte contre l'occupant. La ligne de collaboration de classe avec la bourgeoisie n'a pas commencé en 1945, après la Libération, mais bien avant, au cours et à l'occasion de la guerre elle-même. Dans la question du front national, les dirigeants du Parti communiste français ont adopté une ligne opportuniste qui consistait d'emblée à délaisser l'objectif stratégique de tout parti communiste authentique concernant la révolution prolétarienne, même si se présente une étape préalable comportant la nécessité de réaliser d'abord une révolution de libération nationale. Après la Libération, Thorez, de retour de Moscou, a pris une initiative dont on peut assurer qu'elle fut la première manifestation du révisionnisme moderne après les prises de position du dirigeant américain, Earl Browder, aux États-Unis en 1939. Il accorda, en effet, une déclaration au grand journal anglais « Times » qui la publia le 18 novembre 1946. Dans le corps

de cette déclaration figurait le passage suivant :

« Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale ».

Par cette déclaration, le secrétaire général du Parti « communiste » français, s'appuyant sur le prétexte, d'ailleurs jamais contesté par les marxistes-léninistes, des conditions spécifiques nationales de chaque révolution prolétarienne préparait insidieusement la voie à la révision et à la trahison des principes révolutionnaires universels établis par Marx, puis par Lénine, sur la question du passage du capitalisme au socialisme. Il renonçait à la voie inéluctable de la violence révolutionnaire armée.

L'abandon des principes révolutionnaires du marxisme-léninisme

Les grandes étapes ultérieures de la pénétration du révisionnisme moderne dans le Parti



Les dirigeants du PCF ont renié et trahi les principes du marxisme-léninisme.

communiste français peuvent être sommairement énumérées comme suit : de 1956 à 1960, l'approbation sans réserve des thèses développées par Khrouchtchev devant le 20^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique. En 1962, 1963 et au cours des années suivantes, le débordement des injures lancées contre le Parti communiste chinois et contre le Parti du travail d'Albanie, après avoir essayé de se faire le conciliateur auprès de ce dernier pour le réconcilier avec les révisionnistes khrouchtchéviens. En mars 1966, l'adoption du fameux « Manifeste d'Argenteuil » sur les problèmes idéologiques et culturels. Ensuite, l'adoption, en décembre 1968 du Manifeste de Champigny « Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste ». Puis, le 27 juin 1972, la signature du « Programme commun de gouvernement du Parti communiste français et du Parti socialiste » qui va fonder toute la politique du PCF au cours des années suivantes et la fonde encore aujourd'hui en dépit de la rupture. Marchais déclare à son sujet : « Nous n'avons pas de stratégie de rechange ».

Tout ce processus constituait la révision, l'abandon et la violation des principes révolutionnaires du marxisme-léninisme, mais il lui restait encore à en tirer officiellement les conséquences théoriques. Cette tâche fut assumée par le 22^e congrès, en février 1976. Dans ce congrès, les dirigeants du parti révisionniste français firent approuver le rejet officiel du principe marxiste-léniniste de la dictature du prolétariat et préparèrent les conditions du rejet de tous les autres principes marxistes-léninistes dont se réclamait encore, en paroles, leur parti. A plusieurs reprises, depuis lors, Marchais déclara de manière fanfaronne : « Nous irons encore beaucoup plus loin » et, de fait, dans deux numéros successifs de l'hebdomadaire central du PCF, « France Nouvelle », les 5 et 12 décembre 1977, Jean Kanapa a publiquement révisé et abandonné le contenu de classe du principe de l'internationalisme prolétarien, en annonçant qu'il importait de le remplacer par le principe de la solidarité internationaliste, car le premier aurait signifié la soumission inconditionnelle au parti, à l'Etat d'Union soviétique, ce qui est totalement faux. Enfin, on parle actuellement dans les rangs du parti révisionniste de rejeter le principe du centralisme démocratique. Il est vrai que le juste fonctionnement prolétarien de ce principe mis au point par Lénine est violé depuis longtemps par les dirigeants du parti révisionniste qui l'avaient remplacé par un autoritarisme bureaucratique.

Un parti bourgeois

Mais, que devient donc aujourd'hui la ligne politique du Parti « communiste » français dans les conditions concrètes de toutes ces violations des principes du marxisme-léninisme ?

La stratégie et la ligne politique du parti révisionniste français se réduisent ni plus ni moins à

la stratégie et à la ligne d'un parti bourgeois, qui aspire à conquérir le Parlement, le gouvernement et l'État pour assurer lui-même la direction et la gestion du système capitaliste.

A cet égard, la conception qu'avancent Marchais et ses acolytes au sujet du Programme commun de gouvernement est tout à fait claire. Pour eux, il s'agit de parvenir, par la voie électorale, qui n'exclut pas le développement de manifestations populaires, à entrer dans le gouvernement. La rupture avec les socialistes traduit la volonté forcée des révisionnistes d'utiliser l'infiltration dans les organismes dirigeants aussi bien des grandes sociétés nationales ou nationalisables, que dans les autres rouages des ministères, des administrations, en définitive des organes de l'État, pour préparer leur domination hégémonique du pouvoir et de la société française. S'agit-il d'une tactique pour passer au socialisme ? En aucune manière puisqu'il ne serait qu'un capitalisme monopoliste d'État dont ils assureraient la direction et l'administration bureaucratiques. Marchais n'a pas manqué d'être très explicite à ce sujet quand il a tenté de rassurer les ingénieurs, cadres et techniciens en leur promettant qu'ils conserveraient toute leur place dans la nouvelle organisation des entreprises et de l'État. Naturellement, ce qu'il ne leur a pas dit, c'est qu'ils se trouveraient alors sous la férule de ministres et de PDG membres du parti révisionniste. En fait, le parti révisionniste représente les intérêts non point de la bourgeoisie capitaliste monopoliste ancienne et encore en place, mais d'une nouvelle bourgeoisie révisionniste susceptible de fournir

l'encadrement bureaucratique du capitalisme monopoliste d'État porté à son point de concentration le plus achevé, exactement comme en Union soviétique. Cette nouvelle bourgeoisie révisionniste s'est formée à partir d'éléments de l'aristocratie ouvrière et de la vieille bourgeoisie infiltrée dans le parti.

Pour mettre en œuvre sa stratégie, le parti révisionniste croyait pouvoir utiliser le Parti socialiste en le dominant. Mais en ce domaine, il a complètement échoué. En remettant en selle les politiciens sociaux-démocrates et en leur assurant un soutien qui a rétabli leur prestige effondré, Marchais et les dirigeants révisionnistes ont un peu joué aux apprentis sorciers. Ils se sont trouvés rapidement dépassés et, contrairement à ce qu'ils avaient espéré, le parti de Mitterrand, Defferre, Maurois et Rocard a débordé l'influence électorale du Parti communiste français, ce qui ne s'était jamais produit depuis 1945. Du coup, le PCF n'est plus maître du jeu et se trouve contraint non seulement à un partage du pouvoir dont il espérait ne pas avoir à endosser les conséquences, et à accepter que ce pouvoir soit sous direction socialiste. Le plan stratégique des révisionnistes débouche sur un échec retentissant. C'est là ce qui explique en majeure partie la nouvelle tactique du PCF, qui préfère rompre avec ses partenaires et alliés s'il ne détient pas la première place, c'est-à-dire la place dirigeante dans l'Union de la gauche et dans le gouvernement chargé de mettre en application le Programme commun. (...)



Ce que veulent les dirigeants du PCF : prendre la direction de l'État capitaliste

En fait, Mao Tsé-toung prévoyait fort bien le phénomène que l'on désigne aujourd'hui couramment sous le nom d'eurocommunisme, que nous nommons nous-mêmes eurorévionnisme.

Un phénomène à analyser

Il s'agit encore d'un phénomène dont l'analyse est assez délicate. Il importe en effet d'effectuer à son sujet une analyse profonde de la portée historique de la dégénérescence des partis communistes d'Europe occidentale placés sous la domination de l'idéologie révisionniste moderne.

De nombreux camarades sont pressés que nous fournissions des réponses claires et catégoriques à ce sujet. Ils ne comprennent pas qu'il est extrêmement délicat d'avoir une connaissance définitive d'un phénomène, avant même qu'il ne soit parvenu à la fin de son processus de développement, à son dénouement. Dire que maintenant le PCF est irréversiblement un parti révisionniste et bourgeois, voilà qui est aisé et sans risque d'erreur. Indiquer de façon assurée s'il va continuer un processus l'éloignant ou le rapprochant du parti révisionniste soviétique, centre mondial du révisionnisme moderne, voilà qui est plus difficile à l'heure actuelle.

Un fait est certain : les partis révisionnistes d'Europe occidentale agissent de manière de plus en plus indépendante par rapport au parti révisionniste d'Union soviétique. Mais cette indépendance s'affirme pour le moment essentiellement dans la détermination de leurs lignes politiques à l'intérieur des pays respectifs où ils interviennent. A l'exception du parti révisionniste espagnol, les partis eurorévionnistes n'en définissent pas moins une ligne internationale qui soutient concrètement et activement celle du parti révisionniste d'Union soviétique. En ce qui concerne le parti révisionniste français, c'est là un fait indéniable, et ses prises de position condamnant la brutalité de la répression en Union soviétique, après avoir aussi stigmatisé l'intervention militaire et l'occupation de la Tchécoslovaquie ont moins de portée internationale en définitive que le soutien aux agissements des dirigeants soviétiques pour semer les illusions de la détente à travers différentes conférences réunies à Helsinki ou Belgrade. D'ailleurs, le PCF a rigoureusement les mêmes positions que l'URSS au sujet de tous les conflits et événements qui surviennent dans les pays du tiers monde, notamment en Afrique et dans le Proche-Orient à l'heure actuelle. Lors des événements du Chili, d'Angola, du Zaïre, du Liban, la politique suivie par les deux partis a été la même.

Mais le point le plus important qui permette de souligner la convergence des lignes internationales des révisionnistes français et soviétiques, concerne leur attitude vis-à-vis du Parti communiste chinois et de la République populaire de Chine. A cet égard, il suffit de lire l'article publié par les « Cahiers du communisme » de novembre 1977 sur le XI^e congrès du Parti communiste chinois, ou encore le passage consacré à ce dernier dans l'article de Kanapa sur le Mouvement communiste international publié dans « France-Nou-

velle », le 12 décembre 1977, pour constater l'identité ou la proximité des appréciations et positions des deux partis révisionnistes.

Naturellement, nous ne devons pas ignorer que d'autres aspects paraissent intervenir en sens inverse, notamment au sujet des relations entre partis révisionnistes au sein de leur communauté internationale. Aussi l'opposition ou les réticences du parti révisionniste français à participer à de nouvelles conférences internationales ne sont nullement ambiguës. Ses protestations contre les ingérences soviétiques dans la vie interne des partis eurorévionnistes sont aussi très nettes.

Que signifient ces faits, contradictoires pour les uns, convergents pour les autres ? Il est délicat d'en fournir une explication définitive. Mais nous pensons que le parti révisionniste français est aujourd'hui traversé par des courants divergents de plus en plus opposés. Par exemple, il est assuré que subsiste dans les rangs un courant favorable à une politique entièrement subordonnée aux intérêts de l'Union soviétique. Le journal du groupe « Le Communiste » s'en fait ouvertement le porte-parole et, même si leur âge assez avancé autorise à penser que certains dirigeants comme Jeannette Thorez-Vermersch n'ont plus d'activités militantes soutenues, il reste certain qu'ils interviennent pour soutenir à fond les révisionnistes sociaux-impérialistes et sociaux-fascistes. Mais ce courant, ces militants ne sont pas vraiment en mesure de faire triompher leur ligne. A l'opposé, un ou plusieurs autres courants se développent, que nous pourrions caractériser comme se rattachant à un révisionnisme « national », exigeant sa totale indépendance par rapport au parti soviétique. Ce ou ces courants ne peuvent pas non plus pour le moment imposer l'intégralité de leur projet politique. De plus, il ne faut pas oublier que le parti révisionniste soviétique n'hésite pas quand il le juge indispensable, à recourir à la création de nouveaux partis pro-soviétiques s'opposant aux partis eurorévionnistes ou qualifiés d'opportunistes de droite. C'est là ce qui s'est passé pour l'Espagne, en Grande-Bretagne, en Grèce, ainsi que dans des pays nordiques.

Notre tâche

Notre parti a pour tâche de suivre avec le maximum d'attention et de vigilance l'évolution en cours du parti révisionniste français, dans la mesure où il continue à exercer une influence néfaste non-négligeable sur la classe ouvrière et les masses populaires de notre pays. (...)

Quelle attitude notre parti doit-il adopter vis-à-vis du Parti « communiste » français ?

Notre parti a pour tâche fondamentale de dénoncer systématiquement les reniements et trahisons du révisionnisme moderne. Il doit attaquer prioritairement le centre mondial de cette idéologie qui s'est transformé en bastion social-impérialiste et social-fasciste, ennemi commun, avec l'impérialisme américain, de tous les peuples

du monde, et danger principal à l'heure actuelle pour le déclenchement d'une guerre mondiale.

Mais en France même, notre parti a également pour tâche de dénoncer systématiquement la politique, l'idéologie et la stratégie des dirigeants du Parti communiste français, tant sur le plan intérieur que sur le plan international.

Cependant, notre parti commettrait une grave erreur à la fois idéologique et tactique s'il n'effectuait pas une distinction claire et précise entre les dirigeants révisionnistes modernes français d'une part et les militants de base et sympathisants d'autre part. Comment pourrions-nous penser un seul instant dans les conditions actuelles en effet que ces derniers, y compris les millions d'électeurs et électrices qui ont l'habitude d'accorder leur confiance au Parti « communiste » français, ne soient pas plongés dans un trouble profond par la rupture de l'Union de la gauche ? Tous ces gens croyaient déjà détenir la clef des changements avec la perspective d'un changement de majorité et donc de gouvernement. Ils ne doutaient pas une seconde de la victoire et voyaient déjà les dirigeants de leur parti ou les députés pour lesquels ils allaient voter, devenir ministres, et, qui sait, peut-être même Georges Marchais devenir président ou vice-président du gouvernement. L'élec-

toralisme conjugué avec le révisionnisme moderne a provoqué les plus dangereuses illusions dans la classe ouvrière de France et parmi les masses populaires sur la possibilité d'un passage pacifique du capitalisme au socialisme. Nous devons en parler avec gravité, camarades, car c'est ce genre de rêves, c'est cette drogue qui ont paralysé pendant des années et des années les travailleurs de notre pays, qui ont affaibli leur esprit révolutionnaire pourtant conforme aux traditions historiques de notre prolétariat et de notre peuple. Nous devons en parler avec gravité, oui, car l'expérience historique d'une telle démobilisation par les dirigeants révisionnistes, c'est le Chili et les dizaines d'ouvriers et paysans assassinés par cette armée que Luis Corvalan, le Marchais chilien, vantait si ardemment pour ses qualités démocratiques.

La période qui s'ouvre sera fertile en événements politiques, elle est une période d'instabilité politique de la France dominée par la crise générale du capitalisme ici et dans le monde. Les dirigeants du PCF proclament qu'ils n'ont pas de stratégie de rechange. Notre parti offre à la classe ouvrière et aux masses populaires une stratégie fondée sur les principes révolutionnaires éprouvés du marxisme, du léninisme et de la pensée maotsetoung. (...)



Les marxistes-léninistes authentiques s'adressent aux sympathisants et militants de base du PCF.

Du plan Barre II au plan Barre III

Ce qui change

Barre, le pèlerin de l'UDF, avant le 19 mars, sillonnait la France avec son bâton de pèlerin et son « Mystère 20 », annonçant à tous les Français de bonne volonté qu'on allait voir le bout du tunnel : balance du commerce extérieur équilibrée, prix stabilisés, chômage résorbé...

Or, voilà qu'un mois après, il nous avertit avec le même sérieux que son nouveau plan - le numéro trois - ne peut être que douloureux et que (il ne faut pas le cacher) l'indice des prix va se mettre soudain à s'enflammer.

Dès le 1er avril, se sont envolées les belles promesses démagogiques... C'était le poisson d'avril du 19 mars... « Les Français ont voté pour la liberté » ; c'était Ceyrac, le patron des patrons qui, grimaçant de joie, commentait les élections, suggérant ainsi à Barre la conduite à tenir : liberté des prix, de licencier, de faire la chasse aux canards boiteux. C'est la stratégie du « redéploiement industriel », nouveau mot à la mode dans les milieux industriels et financiers.

LES VAUTOURS CONTRE LES CANARDS BOITEUX

Le but est clair : la période électorale terminée, il n'est plus question de ménager un peu les entreprises en position de faiblesse, les canards boiteux. D'autres part, le vœu le plus cher des grands patrons, c'est de pouvoir renouveler à moyen terme leurs équipements. Or, qui dit renouvellement, dit profits plus importants pour financer ces outillages. Cela suppose intensification de la production, élimination des concurrents, licenciements.

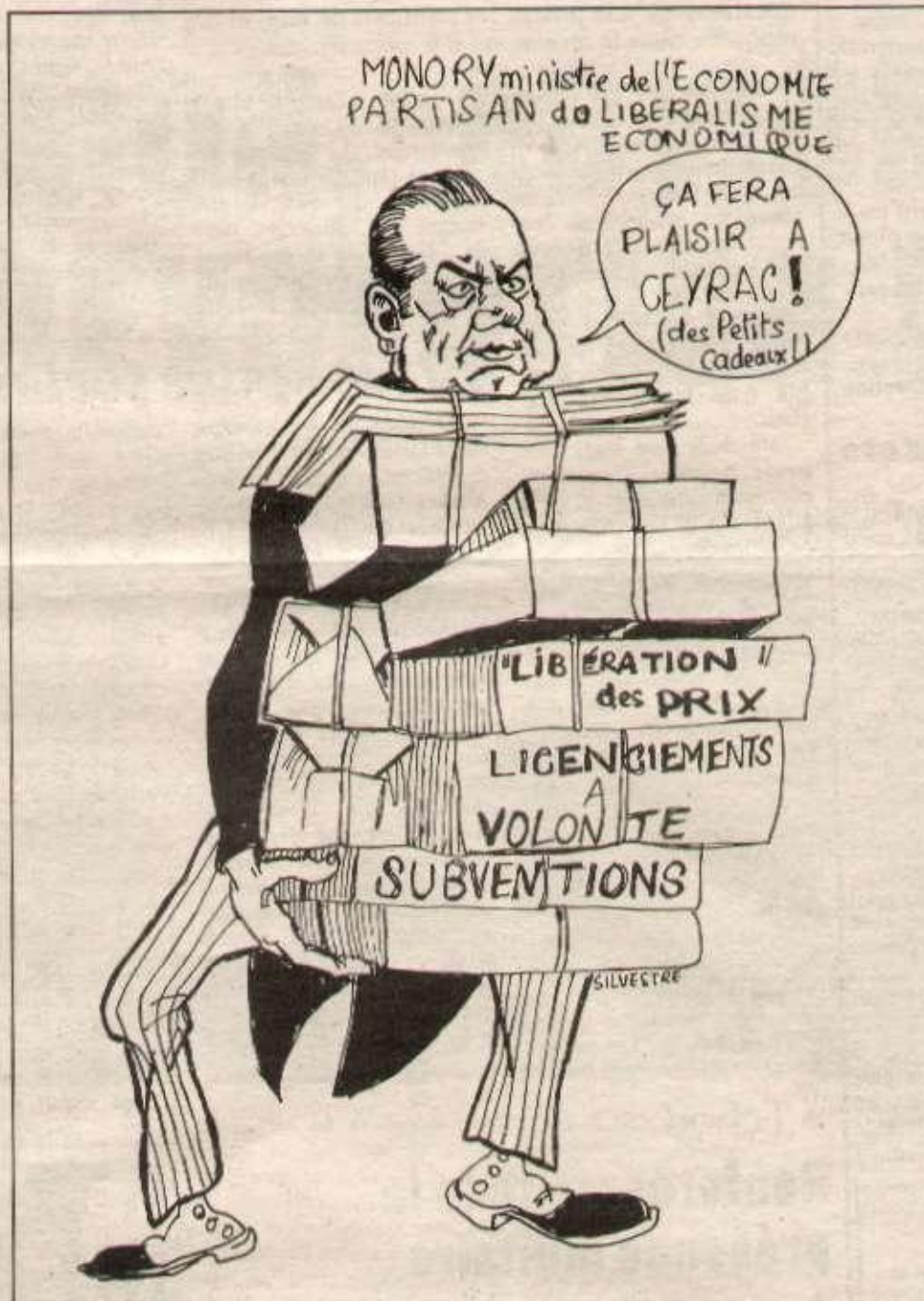
Cela suppose encore que l'intervention de l'État ne vienne plus gêner la loi sauvage de la concurrence. Après le 19 mars, les élections finies, les conditions sont donc réunies pour mettre en œuvre une politique industrielle laissant jouer à fond le jeu de la concurrence. Autrement dit, permettre un rythme accéléré de la concentration des capitaux, de l'absorption des plus petits par les plus gros, jetant à la rue des milliers de travailleurs.

Des exemples : les capitalistes du textile se lancent dans le renouvellement du capital fixe (outillages) à haute technicité pour faire face à la concurrence des autres pays (RFA, Japon, tiers monde). Ils recherchent plus une industrie de capitaux que de main-d'œuvre, ce qui signifie licenciement et augmentation des cadences pour ceux qui restent.

Dès le lendemain des élections, on annonçait qu'on allait « assainir » la situation du grand canard boiteux Boussac ; résultat : 11 500 employés menacés. C'est pareil pour la sidérurgie (16 000 emplois en disparition), la construction navale, le textile où Montedison lance un nouveau plan de restructuration, etc.

LES MOYENS DU «REDEPLOIEMENT»

LA LIBERTÉ DES PRIX, première condition de ces objectifs. Elle permet aux entreprises de s'affronter dans une concurrence sauvage. C'est encore ce que l'on a appelé la « vérité des prix » pour les



Barre à la tribune de l'Assemblée pour annoncer son troisième plan.

entreprises publiques : l'État leur accorde moins de subventions et ce sont les consommateurs qui paient directement. Cela a pour conséquence la hausse des prix encore plus forte à laquelle il faut s'attendre, nous avertit gentiment Barre. Déjà, hausse de 15 % à la SNCF, 11 % pour EDF-GDF, 7 % pour l'essence, 10 % pour les bus, etc.

C'est cette hausse des prix dont les travailleurs vont faire les frais qui vont permettre aux grandes entreprises d'accroître leurs marges de profit. Mais cela n'est pas encore suffisant : des encouragements fiscaux vont être donnés à ceux qui achètent des actions. « Il faut faire des profits pour payer des salaires et non pas l'inverse », affirme un des plus proches conseillers de Barre. Aussi, tout pour le profit : c'est là le slogan clair et net de Barre.

LE REVENU ANNUEL

Dans le cadre de cette soumission au profit que Barre exige des travailleurs, pointe aussi l'idée de la garantie d'un revenu annuel ou du calcul de la durée du travail à l'année. Cela signifierait liberté totale pour les patrons de fixer le nombre des heures de travail et des congés des travailleurs. Ainsi, selon les besoins de la production, donc du profit, les travailleurs se verraient contraints de travailler soixante heures par semaine certaines semaines ou de renoncer à ses congés.

Une seule promesse « sociale », la revalorisation des salaires les plus bas... Ce n'est pas que Barre se soit tout d'un coup préoccupé de la situation des travailleurs, mais il espère éliminer encore plus de petites et moyennes entreprises (PME) et renforcer la concentration. De plus, l'encadrement du crédit (taux de croissance maximum de 12 % de la masse monétaire) posera des difficultés encore plus grandes aux PME à bout de souffle qui n'arrivent plus à investir et à obtenir des crédits bancaires, le taux d'intérêt étant trop élevé.

L'ÉCLATEMENT DES FINANCES

Enfin, cette stratégie se traduit au niveau gouvernemental par l'éclatement du ministère de l'Économie et des Finances en deux : le budget (qui fixe les objectifs pour chaque année) et les finances (impôts-douanes). Cette division est la seule nouveauté du « nouveau gouvernement » où l'on retrouve les mêmes hommes. Cela montre bien le souci principal de Barre : l'accélération de la concentration industrielle qui nécessite la neutralisation des hauts fonctionnaires et énarques qui avaient pris un peu trop de pouvoir au temps de Giscard d'Estaing, ministre des Finances. Désormais, budget et finances se neutralisent et deviennent deux demi-ministères, arbitrés si nécessaire par Barre traitant les plus gros dossiers.

Ainsi, elle est bien loin, la démagogie du programme de Blois. Par ce nouveau plan-Barre, feu vert est donné à fond aux grandes entreprises qui se trouvent les mains totalement libres pour lancer des plans de restructuration, pour licencier, pour bloquer les salaires. Mais ces replâtrages de Barre ne pourront qu'engendrer des luttes de classe encore plus grandes contre le système capitaliste monopoliste d'État.

CHIRAC ET BONNET : PLUS DE FLICS MAIS PAS DE SOUS

Le Conseil de Paris, sur proposition de Chirac, a refusé, jeudi, à l'unanimité moins 6 abstentions de répondre à la demande de l'État d'inscrire 142 millions de francs supplémentaires du budget de la Ville de Paris pour sa participation aux frais de police.

Chirac qui, il y a peu encore, plaçait pour un renforcement des effectifs de police à Paris aurait-il fait brusquement volte-face sur cette question ? Non bien sûr ! Comme Bonnet il invoque la « sécurité des Français » pour pouvoir mieux les réprimer. Ce désaccord apparu recouvre donc simplement une histoire de gros sous, l'État et la Ville de Paris se renvoyant la balle pour payer la note. De toute façon, par le biais de l'impôt local ou national, ce sont les travailleurs qui en feront les frais.

GREVE DANS LES MINES DE FER DE MOSELLE

Les 225 ouvriers de la société des mines de fer d'Angevillers (Moselle), appartenant à la société Usinor, ont décidé de se mettre en grève pour 24 heures le vendredi 28 avril.

Ce mouvement est la première manifestation de protestation contre un nouveau plan de restructuration des mines d'Usinor, qui prévoit de ramener l'extraction de minerai de 20 400 tonnes par jour en 1976 à 13 400 tonnes. Usinor fermera d'ici un an la mine de fer d'Angevillers, arrêtera en septembre prochain l'exploitation de la concession de Tressange (Moselle) et arrêtera l'usine d'enrichissement de minerai de Metzange (Moselle), mettant ainsi sur le pavé des ouvriers qui y travaillent actuellement et viennent d'entamer la lutte pour imposer leur droit au travail.

COUP D'ÉTAT EN AFGHANISTAN

Le général Mohammed Daoud Khan, président de la République afghane, a été renversé jeudi par un coup d'État militaire. Un conseil révolutionnaire des forces armées a pris le pouvoir et instauré le cessez-le-feu à Kaboul, la capitale.

Le coup d'État serait l'œuvre d'une fraction d'officiers, opposés à la politique de neutralité et de non-alignement du régime précédent, et favorable à une orientation prosoviétique.

CHILI : MANIFESTATION DES FAMILLES DES DISPARUS

Les forces de répression ont dispersé une manifestation des familles des Chiliens disparus et appréhendé seize personnes mercredi à Santiago du Chili.

Selon des témoins, près d'une centaine de personnes, en majorité des femmes, s'étaient rassemblées mercredi après-midi au centre de la « Plaza de Armas », portant des banderoles demandant une réponse officielle sur la situation de leurs parents détenus ou disparus.

L'organisation qui groupe ces familles affirme que plus de 500 personnes ont disparu après avoir été arrêtées durant l'état de siège qui est resté en vigueur pendant quatre ans et demi.

LE TOUPET DE MONORY

« Non seulement les électeurs connaissent la vérité sur les hausses des prix », a déclaré Monory à l'Assemblée nationale, « mais c'est même pour cela qu'ils ont voté pour la majorité ! ». « Nous sommes dans une politique d'assainissement » a-t-il encore déclaré, tout en reconnaissant que certaines hausses étaient « sensiblement supérieures » à ce qui avait été prévu et « nous poursuivrons cette politique de vérité pour laquelle le pays a voté ».

On peut difficilement imaginer une explication plus arrogante du coup de Barre qui vient de s'abattre sur les travailleurs dont le seul problème, pour Monory, semble être de se débarrasser de l'excédent de leurs revenus !

DES TRAVAILLEURS DE LA RATP COMMUNIQUENT :

Au dépôt de Fontenay-aux-Roses, l'action se poursuit dans l'unité totale des sections CGT, CFDT et de syndiqués FO. Ceci, malgré la désorganisation systématique entreprise par les directions syndicales dans l'ensemble des dépôts. La CGT est en train de démobiliser, FO est contre la grève, la CFDT ne fait rien. A Fontenay, leur échec est total.

Des machinistes marxistes-léninistes
du dépôt de Fontenay

Dimanche 30 avril de 14 h à 20 h

MEETING

En soutien à la lutte
des résidents des foyers SONACOTRA
Organisé par les comités de résidents
et de soutien des foyers SONACOTRA
d'Ivry et de Villejuif

AU FOYER DE VILLEJUIF

1, rue Alexandre Dumas

Bus 131 (porte d'Italie)

Arrêt : place du 8 Mai 1945

PROGRAMME

Interventions — débats — films —
Montage-diapo et chansons

Comité central du PCF**Marchais :****« Tout va bien, mais ... »**

« Le parti se porte bien ». C'est ce que déclarait Georges Marchais dans l'« Humanité » le 9 août 1968, au lendemain de l'échec électoral de la gauche en juin 1968.

C'est ce que déclare le même Marchais, le 27 avril 1978, dix ans après, après un autre échec électoral cinglant, celui des 12 et 19 mars.

Mais, sous l'optimisme de bon aloi, sous l'offensive lancée à nouveau contre la droite et le PS, Marchais a été obligé d'évoquer les grandes questions qu'ont posées les militants de base et d'y répondre dans la mesure où il le pouvait.

Bien sûr, ce qui frappe le plus à première lecture, c'est le refus de tout débat public, c'est le terme de « liquidateurs » lancé contre les intellectuels contestataires, c'est la défense des permanents (pas assez nombreux...).

Mais il y a bien d'autres petits paragraphes qui résistent d'une autre tonalité dans le rapport Marchais.

Marchais s'est senti obligé de répondre à ceux qui contestent aujourd'hui qu'il fallait signer le Programme commun en 1972, à ceux qui pensent qu'il fallait signer à tout prix avec le PS lors de la réactualisation de l'année dernière, à ceux qui disent que la nature même du PS interdit tout programme commun avec lui. Bref, deux positions se sont levées contre la direction : il fallait signer à tout prix avec le PS ; il ne fallait pas se lancer dans l'Union de la gauche.

Deuxième série de questions auxquelles Marchais prétend répondre : le PCF a-t-il suivi une ligne constante depuis 1972 et avant,

ou, a-t-il suivi une ligne fluctuante au gré des circonstances. Le premier secrétaire rappelle que la ligne constante du PCF a été, malgré les variations, celle de l'Union de la gauche et de l'union du peuple de France. Elle reste la ligne

de demain, celle du 22e congrès.

C'est sur ce point que porte la troisième série de questions auxquelles se heurte le Comité central : « Enfin, et ce n'est pas le moins important, il faut se rendre compte de la complexité à réaliser l'union du peuple de France, qui est, qui reste notre objectif stratégique ». La difficulté semble être, selon Marchais, la nécessité de concilier l'identité du PCF comme « parti des travailleurs » et son ouverture à toutes les autres couches et classes sociales, à l'exception de la petite poignée des grosses fortunes.

C'est un retour sur le

22e congrès qu'appelle le Comité central du PCF. Sans surprise. Sauf un petit point toutefois. « Cela dit, la bataille que nous venons de vivre nous conduit à l'idée que c'est avant tout à partir de la base et des luttes quotidiennes qu'il faut maintenant nous employer à reconstruire l'union plus forte et plus large ».

Serait-ce une réponse à certains contestataires, Molina, Vargas, Max Pierrat qui revendiquaient une union du peuple de France s'appuyant sur « l'unité à la base et dans l'action », sur des comités d'unité populaire dans les usines et les quartiers, etc.

Et les « pays socialistes » ?

Décidément les passages sur l'URSS et ses satellites deviennent de plus en plus minces dans les rapports des comités centraux du PCF.

Cette fois-ci, Marchais n'y fait qu'une brève allusion pour réaffirmer son soutien de principe à leur action. Mais les bémols sont importants. Plus nettement que jamais, il déclare : « Nous avons des divergences avec les partis communistes des pays socialistes, des divergences qui portent sur des questions capitales, notamment sur la question de la démocratie. Il faut dire avec regret qu'à cet égard, depuis le 22e congrès, les choses ne se sont pas améliorées, mais détériorées ».

Sur la situation inter-

naionale aussi les perspectives sont brèves : reconnaissance des « menaces qui pèsent sur la paix dans le monde » et nécessité de lutter contre la course aux armements fondée « sur le refus de tout alignement sur quelque bloc que ce soit », (mais on ne sort pas des généralités très vagues en ce domaine), et annonce d'une nouvelle « bataille électorale » pour les élections du Parlement européen sans que les propositions annoncées pour la France et l'Eu-

rope soient le moins du monde explicitées.

Le tout ne tient que quelques lignes dans ce rapport-fleuve. Pourtant la question de la situation faite aux travailleurs en URSS est bien présente dans la contestation qui grandit à la base du PCF, de même qu'elle est condamnée par l'ensemble des travailleurs de notre pays. Les distances prises par Séguin vis-à-vis de la FSM, ou s'exerce l'hégémonie soviétique en sont une autre preuve.

10 HEURES SUR L'IRAN

Organisées par l'Union des étudiants iraniens en France (UEIF-CISNU)

Vendredi 28 avril 1978 de 14 h à 24 h

50, boulevard Voltaire Paris 11e

Conférence de presse — Expo photos — débat — montage diapo — films — chants — danses — théâtre.

• Tchad**Renforcement de la présence militaire française**

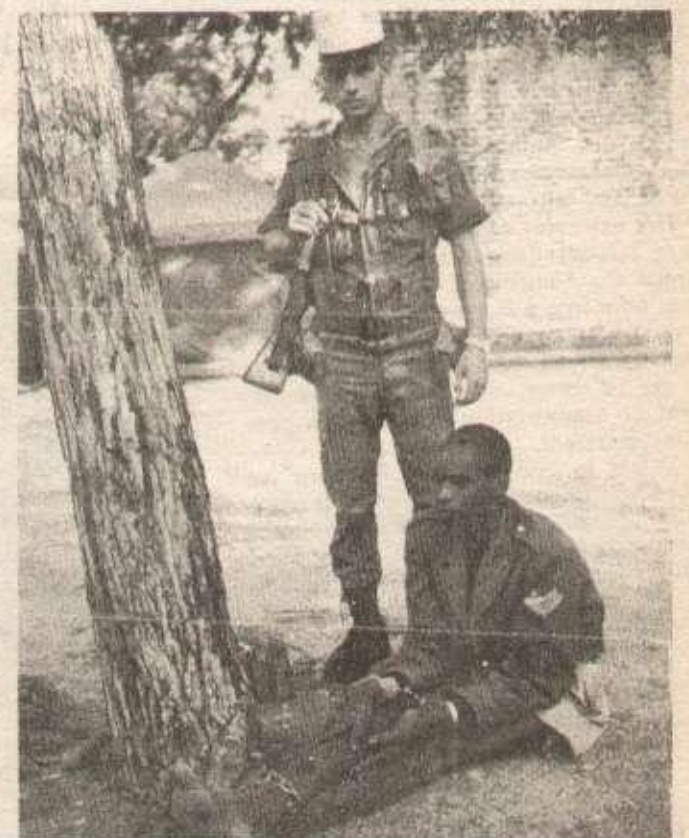
Dix nouveaux « Jaguar » ont atterri jeudi à l'aéroport de N'Djamena, renforçant ainsi le poids de la présence militaire française contre laquelle le peuple tchadien a récemment manifesté et qui apparaît de plus en plus comme un obstacle à la réconciliation nationale amorcée.

A Salal, à 450 km au nord de la capitale, occupée depuis le 16 avril par les combattants du Frolinat, les combats se poursuivent ces jours-ci avec la participation, aux côtés de troupes du gouvernement tchadien, de légionnaires français, appuyés par des blindés, des chasseurs « Jaguar », des missiles Sol-Sol et des pièces d'artillerie livrées par la France.

A ce dernier Conseil des ministres, le secrétaire général de l'Élysée, a reconnu, contrairement aux déclarations officielles récentes, que les effectifs militaires français au Tchad avaient bien été « renforcés » récemment.

Deux cents civils ont été rapatriés jeudi en France et ont fait état, à leur arrivée, de la tension croissante qui règne dans le pays où des colonnes du Frolinat parviendraient à moins de 250 km de la capitale.

Dans le tiers monde, et notamment en Afrique, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour dénoncer l'intervention militaire de l'impérialisme français et exiger sa cessation immédiate.



La répression contre le peuple tchadien par l'armée française ne date pas d'hier.